

C. C. (dont la plupart des éléments ouvriers du C. C.) et est soutenue par la partie la plus prolétarienne de la région parisienne. Nous affirmons une fois encore qu'il n'est pas question pour nous d'autre programme que celui du G. B. L., ses 14 points, d'autres objectifs que la construction d'un parti révolutionnaire de la IV^e Internationale, ni de taire ou d'atténuer ces positions. C'est sur le moyen de construire le parti de la IV^e Internationale que porte le débat.

Comment le conflit a-t-il pu se produire?

Depuis plusieurs mois, l'organisation piétinait faute de perspectives. Le Congrès de Mulhouse avait révélé les possibilités de développement de nos idées, mais le G. B. L., y compris sa direction, ne savait pas comment les réaliser, comment créer le parti révolutionnaire. Il suffit d'examiner *La Vérité* depuis le mois de juillet pour le constater. Un malaise en résulta inévitablement, se manifestant par des démissions ou des velléités de démission, des indisciplines, avant comme après la Conférence nationale du mois de septembre où quoique les divergences se manifestèrent, il n'y eut pas à proprement parler de choc violent de deux politiques absolument divergentes: une résolution unanime put être votée, mais n'apportant pas de solution concrète au problème de la création du parti.

Le malaise politique alla grandissant, l'absence de directives du B. P. et du C. C. entraîna l'absence d'autorité de ces organismes. Le malaise politique aboutit à un chaos d'organisation: les B. L., dirigeants des J. S. de la Seine, agissant de leur propre initiative, d'autres membres du C. C. — par suite de l'impossibilité du C. C. à prendre une décision — prenant à leur tour l'initiative de la *Commune*.

Comment le conflit se trouve-t-il posé?

La crise politique fut posée sous la forme du journal de masse à publier. Deux journaux, *Révolution* et *la Commune*, sortent actuellement dans ce but. La condamnation a priori d'un camarade ou d'un groupe de camarades ne peut rétablir l'équilibre de l'organisation sur une base politique claire.

Il faut un débat politique immédiat rapide, se terminant par un C. C. élargi ou un Conseil ou une Conférence nationale. Ce débat ne peut avoir lieu sainement que si aucune mesure d'organisation n'est prise avant qu'il soit engagé et si la presse ne se livre pas à la polémique. (Cela n'exclut pas de poser les questions de discipline devant la Commission de contrôle nommée par la Conférence nationale.) Au terme de ce débat politique, l'organisation pourra arriver à une solution politique qui permettra de trouver une solution d'organisation adéquate.

Notre position politique

Les raisons politiques pour lesquelles nous avons lancé *La Commune*, sont, brièvement résumées, les suivantes:

a) Il faut opérer un rapide regroupement révolutionnaire dans des Groupes d'Action Révolutionnaire (G. A. R.) pour l'action sur les mots d'ordre de notre programme d'action, en accrochant ces mots d'ordre aux problèmes concrets de l'heure, dans ce regroupement les B. L. devant avoir, au même titre que tout autre groupe, le droit d'exprimer leurs conceptions;

b) Il n'est pas possible d'exiger par avance la reconnaissance du rôle dirigeant du G. B. L. dans ce regroupement; ce rôle est à assurer au départ et à conserver par la force de nos idées et le travail des B. L. dans ce regroupement;

c) Il n'est pas possible de poser aux ouvriers comme condition pour l'appartenance aux G. A. R. la rupture avec les vieux partis; il est par contre nécessaire de montrer, à travers l'action engagée, l'impossibilité d'un travail révolutionnaire efficace au sein des vieux partis en route vers l'union sacrée;

d) Dans ce regroupement, les B. L. doivent former une fraction plus cohérente que jamais pour empêcher tout glissement opportuniste et pour orienter ce regroupement en vue de former le parti révolutionnaire du prolétariat.

Ces points de vue résultent d'une analyse de la situation politique générale, de la situation dans le mouvement ouvrier et d'une appréciation scrupuleusement calculée de nos forces et des forces des groupements et formations voisins.

Nous demandons qu'on discute de ces points de vue au lieu de les qualifier tout simplement de capitulation devant la vague social-patriote.

Nos propositions d'organisation

Nous pensons qu'un débat politique donnera le moyen de trouver une solution, non pas un compromis d'organisation dans la nuit, mais une solution sérieuse.

Si un accord politique se fait, alors la question de la fusion des deux organes sera une chose facile à trouver. Nous nous engageons à agir de toutes nos forces pour obtenir des camarades non B. L. collaborant avec nous à *la Commune* qu'ils acceptent les solutions que le G. B. L. aurait adoptées. Nous croyons à peine besoin de dire que les postes que nous occupons et les résultats que nous avons acquis à *la Commune* sont au G. B. L., que nous acceptons la solution d'organisation qui résulterait du débat politique loyal et clair que nous réclamons.

En résumé, pour que la crise du G. B. L. soit résolue positivement pour notre capital politique et notre organisation nationale et internationale, il faut:

1° Pas de mesures d'organisation préalables, aucune scission préalable et d'attaque personnelle dans la presse;

2° Un débat politique loyal et rapide aboutissant à une solution d'organisation conforme.

C'est cette ligne que nous avons suivie jusqu'à ce jour et nous continuerons à nous y maintenir. Que chacun prenne ses responsabilités.

Le 13 décembre 1935.

DÉGLISE, DUMAS, DEVREYER, DESDOUCHES,
FRANK, GODET, MÈCHE, MOLINIER, VAN,
membres du C. C. du G. B. L.

*
*
*

Le « C. C. » nous fait une mise en demeure. La voici avec nos réponses.

Paris, lundi 23 décembre 1935.

MISE EN DEMEURE

Camarade,

Tu es signataire de « l'appel de la Commune » et tu as poursuivi depuis plusieurs semaines une action distincte et contraire à celle du G. B. L., consistant dans un groupe « Les Amis de la Commune », la parution par trois fois du journal « La Commune », les interventions responsables au nom des « Amis de la Commune » au Congrès des J. S. pour briser la collaboration du G. B. L. et des J. S. sur le plan du journal « Révolution ».

D'autre part il s'avère, par le contenu même de *la Commune* que malgré quelques bribes ci et là le programme fondamental du G. B. L. est abandonné à l'égal de son organisation.

La politique actuelle de *la Commune* elle-même est basée sur une équivoque ultra-dangereuse, entre l'embryon du nouveau Parti et les Comités d'action de masse. (Prière de lire *la Commune* à ce sujet. - N. D. L. R.)

Aujourd'hui, nous estimons que l'expérience de *la Commune* est suffisamment significative pour que les camarades qui se sont engagés dans cette fausse voie puissent ou choisir de rester dans l'équilibre centriste ou se ressaisir et revenir dans le G. B. L.

Devant la persistance de son attitude indisciplinée et conformément à la décision du C. C. du 11 décembre, nous te demandons de nous faire connaître avant jeudi 26 décembre 1935 (adresse Jeanne